Micheline Labelle

Sociologue, département de sociologie, UQÀM
membre du Conseil d'administration de IPSO (Intellectuels pour la souveraineté)

(1980)

“Division du travail et discrimination:
*le cas des travailleurs immigrés
au Québec.*”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Micheline Labelle,

[Sociologue, département de sociologie, UQÀM, membre du Conseil d'administration de IPSO (Intellectuels pour la souveraineté)]

“Division du travail et discrimination: le cas des travailleurs immigrés au Québec.”

Un article publié dans **Travailler au Québec**. Actes du Colloque annuel de l'ACSALF, 1980, pp. 161-174. Montréal: Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1981, 427 pp. Textes publiés sous la direction de Colette Bernier, Roch Bibeau, Jacques Dofny et Pierre Doray.

Mme Labelle nous a accordé le 21 mai 2006 son autorisation de diffuser électroniquement cet article dans Les Classiques des sciences sociales.

Courriel : labelle.m@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 6 février 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Micheline Labelle (1980)

“Division du travail et discrimination
: le cas des travailleurs immigrés au Québec.”

Un article publié dans **Travailler au Québec**. Actes du Colloque annuel de l'ACSALF, 1980, pp. 161-174. Montréal: Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1981, 427 pp. Textes publiés sous la direction de Colette Bernier, Roch Bibeau, Jacques Dofny et Pierre Doray.

Table des matières

[Le rôle de l'immigration dans les pays capitalistes avancés](#)

[Politiques d'immigration et relation aux fluctuations de l'économie
canadienne](#)

[La situation des travailleurs immigrés au Québec](#)

Micheline Labelle
Sociologue, UQÀM

**“Division du travail et discrimination:
le cas des travailleurs immigrés au Québec.”**

Un article publié dans **Travailler au Québec**. Actes du Colloque annuel de l'ACSALF, 1980, pp. 161-174. Montréal: Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1981, 427 pp. Textes publiés sous la direction de Colette Bernier, Roch Bibeau, Jacques Dofny et Pierre Doray.

Le rôle de l'immigration dans les pays capitalistes avancés

[Retour à la table des matières](#)

La circulation internationale de la force de travail est une constante dans l'histoire du capitalisme. Elle constitue déjà un phénomène d'une certaine ampleur au XVI^e et au XVIII^e siècle, où l'on enregistre des déplacements considérables de personnes à partir des centres de l'accumulation capitaliste de l'époque (France, Angleterre, Espagne, Hollande) vers l'Afrique, l'Amérique et l'Asie. À ces migrations de types divers ¹ fondées sur le travail volontaire ou forcé succèdent, au XIX^e et au XX^e siècle, des migrations massives reposant sur la vente libre, sur des marchés établis, de la force de travail devenue marchandise. C'est le cas par exemple, au tournant du siècle, avec l'arrivée massive d'immigrants européens aux États-Unis : 28,5 millions de personnes entre 1860 et 1920. La situation n'est guère différente en Europe de

¹ Voir A. Portes, « Migration and underdevelopment », dans *Politics and Society*, vol. 8, no 1, 1978, pp. 1-47.

l'Ouest, où les pays de forte croissance (Angleterre, France, Allemagne) font largement appel, dès la seconde moitié du XIX^e siècle, à une main-d'œuvre immigrée, agricole et ouvrière, en provenance, elle aussi, des régions sous-développées de l'Europe (Irlande, Italie, Pologne, etc.) ².

L'expansion du capitalisme monopoliste en Europe occidentale, après la seconde guerre mondiale, relance la demande internationale de force de travail. Le mouvement des travailleurs se fait sur une vaste échelle et implique des millions de gens : travailleurs mexicains, portoricains et antillais aux États-Unis nord-africains, sénégalais, maliens, portugais, espagnols en France grecs, yougoslaves, turcs en Allemagne fédérale ; pakistanais, indiens, antillais en Angleterre et au Canada, etc. Au-delà de la simple proximité géographique, ces déplacements ne sont pas arbitraires : les liens coloniaux ou semi-coloniaux les orientent ³. En 1974, on estime à 14 millions les travailleurs immigrés en Europe occidentale, soit 10% de la population active ⁴. Au Canada, on dénombre 4 263 954 entrées (ceci n'indique donc pas le solde migratoire net) de 1946 à 1977 ⁵.

Ces mouvements de travailleurs sont déterminés par deux traits inhérents au procès d'accumulation du capital : 1) la nécessité pour le capital de soumettre le travailleur à l'organisation spatiale des moyens et des unités de production ; 2) le développement inégal entre régions d'une même nation, ou entre nations, territoires ou colonies différents, selon la concurrence inter-impérialiste et les stratégies de contrôle et de partage mises en oeuvre pour maximiser les profits ⁶.

Ces exigences internes de la pénétration capitaliste à ses divers stades expliquent les phénomènes qui sont à la base de l'exode des

² S. Castles et G. Kosack, *Immigrant Workers and Class Structure in Western Europe*, London, Oxford University Press, 1973, p. 18 et suivantes.

³ B. Granotier, *Les Travailleurs immigrés en France*, Paris, Maspero, 1979, p. 33.

⁴ *Ibid.*, p. 34.

⁵ L. R. Munro, *Immigration*, Toronto, Wiley Publishers, 1978, p. 62.

⁶ Manuel Castells, « Travailleurs immigrés et luttes de classe », *Politique aujourd'hui*, mars-avril 1975, p. 6.

populations rurales ou urbaines : expropriation et dépossession des paysans, création d'enclaves artificielles de subsistance (comme les Bantoustans en Afrique du Sud) forçant le travail migratoire, déplacement anarchique des pôles de croissance (ainsi les « cycles » de monocultures ou de monoproductions industrielles d'exportation dans les pays sous-développés) et déclin consécutif des régions devenues improductives, pénétration d'institutions politiques et idéologiques mal orientées et ne faisant que renforcer la dépendance dans certains pays (ainsi les structures de formation médicale dans plusieurs pays dépendants) ⁷. Ajoutés à la contradiction entre une pression démographique très forte (taux annuels de croissance naturelle de 2% à 3% dans le tiers monde) et aux difficultés de s'industrialiser de façon autonome ⁸, ces facteurs s'articulent de manière particulière à chaque nation pour provoquer cependant les mêmes conditions nécessaires à l'émigration : paupérisation, chômage, exercice de l'opposition démocratique bafoué, etc.

Les effets néfastes de l'émigration pour les pays exportateurs de force de travail peuvent être discutés sous plusieurs aspects : tendance à dévaluer la signification du facteur « force de travail » pour le développement dans ces pays, perte d'une force de travail jeune et souvent qualifiée, altération de la structure démographique à long terme, pénurie de travail en plein cœur des saisons agricoles, désintégration de l'économie rurale et stimulation à l'importation des biens alimentaires, etc. ⁹ Selon Sassen-Koob, l'exportation de la force de travail ne réduit pas le chômage, elle peut même l'aggraver en déséquilibrant les économies régionales ou sectorielles. Les transferts de fonds effectués par les immigrés dans le pays d'origine sont surtout réinvestis pour des fins de consommation et non pas dans les activités productives propres à stimuler la croissance économique ; ils stimulent la demande pour les biens importés à partir des pays capitalistes avancés au détriment des industries nationales et ont des effets inflationnistes. Quant à l'utilisation faite des travailleurs migrants qui acquièrent une expé-

⁷ A. Portes, op. cit., p. 17 et suivantes. Voir aussi C. Meillassoux, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspero, 1975.

⁸ B. Granotier, op. cit., p. 34.

⁹ Micheline Labelle, S. Larose et D. Holly, « L'émigration haïtienne, un problème national », dans *Collectif Paroles*, no 2, 1979, pp. 18-26.

rience de travail à l'étranger, elle s'avère nulle, soit que les travailleurs les plus qualifiés ne rentrent pas dans leur pays, soit qu'ils ne puissent être intégrés dans des secteurs productifs, faute d'expansion de ces derniers ¹⁰. Donc, loin de niveler les différences de développement entre les nations, les migrations contribuent à approfondir la division internationale du travail, base de la domination de certaines nations sur d'autres.

Si l'on assiste depuis 1945 à une restructuration de l' « armée de réserve » de la force de travail au stade monopoliste, à une augmentation de la surpopulation relative par des sources nationales diversifiées de main-d'œuvre, dont rend compte le développement inégal aujourd'hui comme hier, il faut voir en quoi ce processus est nécessaire aux économies capitalistes avancées. Comme le note Castells, on ne peut réduire les raisons de l'immigration dans ces économies à une stricte pénurie de main-d'œuvre, obéissant à la conjoncture. S'il est vrai qu'en période de récession, la question de l'immigration se fait plus serrée, celle-ci constitue un phénomène structurel, moteur de la croissance économique, et non simple conséquence. En effet, le caractère structurel et permanent de l'immigration ressort : 1) de l'importance qu'a prise la main-d'œuvre immigrée dans les secteurs productifs et des services et de la proportion occupée dans la population active (29% en Suisse en 1971, 11% en Allemagne en 1973, 18% en France en 1973) ; 2) de l'augmentation parallèle observée, à long terme, du chômage et de l'immigration, alors qu'à court terme on note une correspondance entre augmentation du chômage et diminution de l'immigration ¹¹.

Or ce caractère structurel tient à ce que le recours au travail immigré est l'un des moyens qui permettent de contrer la baisse tendancielle du taux de profit en réunissant les conditions suivantes : 1) une possibilité de surexploitation intimement liée à la position légale (statut juridico-politique) précaire du travailleur dans la société. En effet, le simple fait de traverser une frontière nationale met le travailleur

¹⁰ S. Sassen-Koob, « The international circulation of resources and development : The case of migrant labour », dans *Development and Change*, vol. 9, 1978, pp. 538-539.

¹¹ Manuel Castells, op. cit., pp. 7-10.

immigré dans une vulnérabilité très grande vis-à-vis de l'État et des employeurs (barrières linguistiques, méconnaissance des lois et des droits des travailleurs, peur des tracasseries arbitraires, des arrestations et de la déportation, surtout en période de crise) ; 2) une surproductivité observée dans tous les pays d'immigration, liée à plusieurs facteurs socio-économiques ; 3) une épargne considérable des coûts sociaux de formation et de reproduction de la force de travail (qualifiée ou non qualifiée) pour les pays bénéficiaires ; 4) une possibilité de mise hors circuit en période de récession (particulièrement en Europe de l'Ouest) ; 5) une pression à la baisse sur les salaires des autochtones ; 6) et, en conséquence, une fonction politico-idéologique de division entre les travailleurs autochtones et immigrés, fondée sur des préjugés racistes et ethnocentristes.

Ces éléments d'analyse dégagés, il faut poser le problème dans le contexte canadien et québécois. Nous verrons en quoi la main-d'œuvre immigrée est nécessaire à l'économie canadienne et comment cette nécessité se traduit dans les politiques d'immigration. Nous verrons également en quoi certaines des conditions de l'accumulation capitaliste énumérées plus haut sont réunies au Québec, affectent de larges secteurs de la main-d'œuvre immigrée et contribuent à sa discrimination.

Politiques d'immigration et relation aux fluctuations de l'économie canadienne ¹²

[Retour à la table des matières](#)

Depuis 1945 et surtout depuis les années 1960, l'intervention de l'État canadien se fait de plus en plus étroite dans le domaine de l'immigration. Cette intervention domine dans les rapports fédéraux-provinciaux malgré des concessions au gouvernement du Québec, rendues nécessaires à partir de 1965 : en 1968 avec la création du mi-

¹² La partie 2 de cet article s'inspire quasi textuellement de la première partie de l'article suivant : M. Labelle, « L'immigration haïtienne au Québec », communication présentée au colloque *International Labor Issues*, Montréal, McGill University, Center for Developing Area Studies, 1-3 mai. Sous presse.

nistère de l'Immigration du Québec, chargé de favoriser l'adaptation des immigrants au Québec, en 1971 avec les accords Cloutier-Lang, en 1975 avec l'entente Andras-Bienvenue, et en 1978 avec l'entente Couture-Cullen. Selon cette dernière, le Québec se voit reconnaître le droit de sélectionner les ressortissants étrangers sur son territoire en fonction d'intérêts démographiques (contrer la baisse du taux de natalité du début des années 1960 et le fléchissement du nombre absolu et relatif des immigrants dans cette province), économiques (besoin d'investisseurs et de travailleurs selon la situation du marché du travail), et socio-culturels (contrer la tendance marquée des immigrants à s'assimiler à la minorité anglophone) ¹³. En effet le gouvernement fédéral détermine les critères d'admission et d'expulsion, a autorité sur la naturalisation, et a la préséance en cas de conflit avec les provinces.

Il faut s'arrêter, de façon très schématique, à quelques moments clés de l'intervention de l'État canadien en matière d'immigration.

La période d'après-guerre correspond à une phase d'expansion du capital où l'industrialisation et la diversification et la croissance du secteur tertiaire se heurtent à une grave pénurie de main-d'œuvre. Dans un discours prononcé à la Chambre des Communes en 1947, le Premier Ministre canadien Mackenzie King définit ainsi les objectifs de l'immigration et les perspectives d'intervention :

Le programme du Gouvernement vise à favoriser l'accroissement de la population du Canada en encourageant l'immigration. Le Gouvernement s'efforcera, au moyen de mesures législatives, de règlements et d'une administration efficace, de choisir judicieusement et d'établir en permanence autant d'immigrants que notre économie nationale peut en absorber avantageusement...

... Il importe au plus haut point que nous adaptions l'immigration à notre capacité d'absorption...

... Le chiffre correspondant à notre faculté d'absorption variera manifestement d'une année à l'autre, selon la situation économique... ... Tous conviendront, j'en suis sûr, que l'ensemble de la population du Canada ne

¹³ *Entente Couture-Cullen*, Québec, Ministère de l'Immigration, 1978. Voir aussi *Perspectives de la politique d'immigration*, Ottawa, Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, 1974, pp. 60-65.

désire pas qu'une immigration massive modifie de façon fondamentale le caractère ethnique de notre population. Une immigration en masse d'Orientaux changerait la composition fondamentale de la population canadienne (W. Mackenzie King, Chambre des Communes, 1er mai 1947).

En 1952, la loi de l'immigration autorise le parrainage : désormais, tout citoyen canadien et tout résident permanent pourraient parrainer certaines catégories de parents admissibles en vue de leur établissement. Le parrainage représente une façon efficace pour le gouvernement de combler les besoins immédiats en force de travail non qualifiée sans trop modifier la composition raciale et ethnique de la population. Malgré la préférence donnée aux immigrants britanniques et américains de 1946 à 1961, plus de deux millions d'immigrants entrent au Canada, avec une forte majorité de « parents parrainés » en provenance de l'Europe du Sud : Italie, Espagne, Grèce ¹⁴. Ainsi, en 1958, on estime que l'entrée d'un immigrant italien implique l'entrée de 49 parents. Les Noirs sont considérés comme non admissibles, bien que l'utilisation des catégories de main-d'œuvre sélectionnée se pratique ponctuellement (ex., le programme contingenté de travailleuses domestiques antillaises en 1955).

À la fin des années 1950, le Canada requiert de plus en plus une force de travail qualifiée et professionnelle (avec la croissance des secteurs de l'enseignement, de la santé, de l'information, etc.). S'ils ont cette qualification professionnelle ou technique, tous les non-Européens peuvent en principe avoir accès à l'immigration. Dès lors, en 1962, le gouvernement du Canada abolit certaines mesures de discrimination raciale que contenait la loi de 1952. Une politique d'immigration discriminatoire sur le plan racial ou ethnique entre en contradiction avec le rôle que le Canada souhaite jouer sur le plan international et dans le Commonwealth (dans la conjoncture de l'accès à l'indépendance de plusieurs pays), et avec les relations économiques qu'il veut intensifier en Asie et dans les Antilles ¹⁵. Mais plus encore, la prospérité économique croissante en Europe, la création de la Communauté économique européenne, les possibilités offertes pour

¹⁴ L. Parai, « Canada's immigration policy 1962-1974 », dans *International Migration Review*, vol. 9, no 4, 1975, pp. 454-455.

¹⁵ F. Hawkins, *Canada and Immigration. Public Policy and Public Concern*, Montreal and London, McGill-Queen's University Press, 1972, p. 362.

les migrations intra-continentales en Europe ont entraîné une réduction du nombre d'immigrants européens ¹⁶. De 1940 à 1950, les personnes en provenance de l'Asie, de l'Afrique, du Moyen Orient, des Antilles et de l'Amérique latine ne représentent que 4,5% des immigrants. De 1966 à 1972, la proportion s'élève à 23%. Parallèlement, l'immigration européenne a baissé de 87% à 57% ¹⁷.

Désormais on mettra de l'avant une politique d'ouverture à l'extérieur et de multiculturalisme à l'intérieur, cette dernière devenant officielle en 1971. Ceci permettra, entre autres choses, de justifier et de profiter largement de l'exode des cerveaux en provenance des pays du tiers monde.

Ainsi, en 1967, le gouvernement abolit les dernières mesures ouvertement racistes (même si le racisme continue à s'exprimer par la localisation sélective des bureaux de recrutement installés à l'étranger) et les remplace par une grille de critères objectifs (« le système de points »), éducationnels et professionnels. Le principal critère : que les immigrants combler les postes vacants dans l'économie. La grille accorde 48 points sur 100 aux considérations économiques. Le règlement de 1967 permet aussi aux visiteurs de faire une demande de résidence permanente durant leur séjour ici.

Cette politique de « bons sentiments », comme on l'a appelée, coïncide avec une période de prospérité ¹⁸. À partir de 1972, par contre, avec la crise économique qui s'amorce et avec une certaine « internationalisation » des luttes de classe (luttes des Antillais à Sir George Williams en 1969, émigration de militants italiens ouvriers en 1969, opposition des Grecs en 1967, des Haïtiens en 1969-1970 et des Chiliens en 1973 aux régimes politiques de leur pays d'origine, dé-

¹⁶ [Le texte de la note n'est pas disponible dans l'article imprimé. JMT.]

¹⁷ L. Parai, *L'Incidence économique de l'immigration*, Ottawa, Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'immigration, 1974, p. 38.

¹⁸ Sur les caractéristiques de la main-d'oeuvre sélectionnée au cours de cette période, voir H. Buckley et S.T. Nielsen, *L'Immigration et le marché du travail canadien*, Ottawa, Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, Division de la recherche et de la planification stratégique, 1976.

nonciation des complicités canadiennes, naissance d'organisations de défense des travailleurs)¹⁹, la situation change.

La réglementation se durcit graduellement jusqu'à une mise à jour de la législation avec la nouvelle loi C-24, déposée en 1976 et entrée en vigueur en avril 1978, sous une autre dénomination. Toute cette période se caractérise par la restriction des entrées au pays et l'atteinte aux droits et libertés des immigrants.

Ainsi, en 1973, le gouvernement limite à trois mois le visa d'entrée au Canada et il n'est plus possible de demander la résidence à partir du territoire canadien. Il faut retourner dans le pays d'origine pour le faire. Parallèlement les déportations sévissent contre les immigrants illégaux, particulièrement les Haïtiens entre 1972 et 1974.

Avec la « C-24 », le contrôle économique est accru. Les objectifs à court terme (combler des pénuries immédiates de main-d'œuvre), à moyen terme (choisir les immigrants en fonction de leur capacité de s'adapter à des situations changeantes) et à long terme (impossibilité de défendre une politique expansionniste comme en 1966) sont clairement identifiés dans le livre vert de 1974²⁰. De même, les mécanismes de concertation et de planification se sont perfectionnés. On introduit de nouvelles catégories de travailleurs : les temporaires, les immigrants « sous condition » dans des régions ou des professions désignées ; on exige la preuve d'un emploi réservé, à défaut de quoi on soustrait 10 points du total²¹. On préconise une fermeture relative à la main-d'œuvre qualifiée et intellectuelle. Par contre, on reconnaît la nécessité de satisfaire la pénurie chronique de travailleurs non qualifiés²².

Il en va de même du contrôle administratif et politique (possibilité de fichier les non-citoyens, introduction d'une série de contrôles à l'entrée ou à la résidence, menace d'expulsion en cas d'activités ou d'opi-

¹⁹ B. Ramirez, *L'Immigration, la reproduction de classe et la crise du « marché du travail » au Canada*, Montréal, ronéoté, 1979, p. 7.

²⁰ Perspectives de la politique d'immigration, op. cit., pp. 21-31.

²¹ Ibid., pp. 36-64.

²² Ibid., p. 26.

nions politiques lorsqu'une personne est soupçonnée de constituer un risque pour la sécurité nationale, pouvoir discrétionnaire du ministre et du solliciteur général sur la foi de rapports secrets, conditions restrictives pour obtenir le statut de réfugié politique, etc.).

Ces mesures auront un impact direct sur les pratiques de défense des travailleurs immigrés. Leur vulnérabilité juridico-politique accrue renforce les conditions d'exercice de la discrimination sur le marché du travail.

Or en ceci le Canada ne fait que suivre le mouvement répressif amorcé dans tous les pays capitalistes avancés (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) à forte immigration ²³.

La situation des travailleurs immigrés au Québec ²⁴

[Retour à la table des matières](#)

Entre 1946 et 1977, le Québec a reçu 850 000 immigrants, soit un peu moins de 20% des entrées globales au Canada, et une moyenne annuelle d'environ 27 000. En 1977, on évaluait à 500 000 le nombre des personnes appartenant à des minorités ethniques au Québec, soit 8% de la population totale.

²³ B. Granotier *Les Travailleurs immigrés en France*, Paris, Maspero, 1979, chap. 2.

²⁴ Cette partie reprend les résultats de travaux antérieurs de l'auteur, notamment : M. Labelle, C. Lemay et C. Painchaud, *Notes sur l'histoire et les conditions de vie des travailleurs immigrés au Québec*, Québec, C.E.Q., 1980.

Les immigrants arrivés depuis 1968 comptent, en 1975, pour environ 3% de la main-d’œuvre québécoise ²⁵. A Montréal, où 80% des immigrants se concentrent ²⁶, ils représentent 20% de la population active en 1971 ²⁷.

Selon les statistiques officielles, les emplois projetés par les immigrants admis entre 1953 et 1969 se distribuaient ainsi : près de 20% de professionnels et d'administrateurs, 30% d'employés de bureau et des services, et près de 50% de travailleurs dans les secteurs primaire et secondaire ²⁸.

De 1968 à 1973, on évalue à un quart des travailleurs immigrés la proportion de ceux qui font partie du « personnel technique hautement qualifié » et s'orientent vers les professions scientifiques ²⁹. Ces chiffres illustrent le phénomène international de l'exode de la main-d’œuvre qualifiée vers les pays capitalistes avancés, phénomène noté antérieurement. De 1973 à 1975, 58% des travailleurs admis se concentrent dans les « groupes professionnels » suivants : fabrication, montage, réparation (20,6%) ; travail administratif et secteurs connexes (13,4%) ; services (13%) ; sciences naturelles, génie, mathématiques (10,8%) ³⁰. La structure professionnelle des immigrants diffère nettement de celle des travailleurs québécois : « La comparaison entre les deux structures indique que la concentration dans certai-

²⁵ M. Polèse, A. Lê Minh et J.-C. Thibodeau, *L'Impact à court terme de l'immigration internationale sur la production et l'emploi, 1968-1975*, Québec, Ministère de l'Immigration, 1978, p. 35.

²⁶ Il s'agit des individus nés hors du Canada et résidant au Québec lors du recensement de 1971.

²⁷ N. Proulx, *La Répartition sectorielle des travailleurs immigrants au Québec*, Québec, Ministère de l'Immigration, 1977, p. 56.

²⁸ M. Malservisi, *La Contribution des Québécois des groupes ethniques autres que français et britannique au développement du Québec*, Québec, Éditeur Officiel, Étude E9 de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française au Québec, 1973, p. 68.

²⁹ H. Benyahia, *Les Ressources humaines en immigration internationale au Québec : une approche économique en termes de « capital intellectuel »*, Québec, Ministère de l'Immigration, 1975, p. I.

³⁰ N. Ouellet, A. Lê Minh et S. Turgeon, *L'Immigration et le marché du travail : une évaluation du processus de sélection et d'intégration des immigrants au Québec, 1968-1975*, Québec Ministère de l'Immigration, 1978, p. 20.

nes professions est plus prononcée chez les travailleurs immigrants que chez les travailleurs québécois » ³¹. Ceci s'explique par le fait que les travailleurs immigrés viennent en effet combler soit des besoins en main-d'œuvre hautement qualifiée, soit, selon une tendance qui s'accroît, les postes vacants non qualifiés rejetés par les autochtones ³². On note, en effet, une demande élevée et croissante de main-d'œuvre peu qualifiée (dans la fabrication, la réparation, le travail administratif et les services), malgré le maintien d'un taux de chômage élevé (pour la période 1970-1975) ³³.

Cependant, cette distribution des catégories professionnelles projetées ne permet pas d'évaluer l'emploi réellement occupé par le travailleur immigré. Selon l'enquête fédérale *Trois ans de vie au Canada*, réalisée entre 1969 et 1971 dans une conjoncture économique autre que la conjoncture actuelle, 45% des immigrants travaillaient, lors de leur première année de séjour au Québec, dans une profession différente de celle qu'ils avaient projetée dans leur pays d'origine. Après trois ans, la proportion était de 30%. Comme le soulignent Polèse, Lê Minh et Thibodeau : « On peut croire que ces changements de profession ont en général amené les immigrants à occuper des postes vacants » ³⁴. On estime par ailleurs à 70% ceux qui auraient occupé des postes vacants (entre 1968 et 1975) et à 30% ceux qui auraient réémigré ailleurs dès la première année ³⁵.

Les immigrants ne constituent donc pas un ensemble homogène soit de main-d'œuvre à bon marché, soit de techniciens et spécialistes. Mais, plus que les Québécois, ils sont bipolarisés quant au niveau d'instruction : d'un côté il existe des immigrants à haute qualification et à haut degré d'instruction, de l'autre des gens peu scolarisés et sans qualification professionnelle. Fait à noter, la moyenne de scolarité chez les immigrants se situait au-delà de la moyenne québécoise pour

³¹ Ibid., p. 22.

³² Selon une étude du Conseil économique du Canada, publiée en 1976, un chômeur sur trois préfère l'assurance-chômage à un travail rémunéré au salaire minimum : *ibid.*, p. 37.

³³ Ibid., pp. 34-37 et p. 48.

³⁴ Polèse et al., *op. cit.*, pp. 36-37.

³⁵ Ibid., pp. 35-36.

la période 1968-1975. Depuis, on remarque une baisse de la scolarisation ³⁶.

Cette distinction correspond généralement à des catégories spécifiques d'admission : le premier groupe se concentre dans la catégorie des « immigrants indépendants » et le second dans celles des « immigrants désignés » et « parrainés » ³⁷. À cette distribution se superpose une relative distribution nationale dans la mesure où les réseaux d'émigration enclenchés dans le pays d'origine par le parrainage sont spécifiques.

Cette bipolarisation n'implique pas deux réseaux de classes d'émigration. Il faut en effet distinguer entre une minorité d'entrepreneurs capitalistes ³⁸, une petite bourgeoisie indépendante ou salariée, et un prolétariat composé d'ouvriers et d'exécutants, dans les services particulièrement.

Si l'on s'arrête maintenant au seul prolétariat immigré, il se concentre dans les secteurs suivants : construction, industrie du vêtement et du textile, domesticité et entretien ménager, hôtellerie et restauration, taxi, petites manufactures ³⁹. Selon une étude de Proulx, réalisée en 1970 et basée sur l'emploi réellement occupé dans la région métropolitaine de Montréal, les immigrants sont surreprésentés dans les manufactures (où s'embauchent 80% des travailleuses immigrantes alors que c'est le cas pour 36% des travailleuses québécoises) et l'hébergement et la restauration, c'est-à-dire là où les conditions de travail sont les plus mauvaises ⁴⁰ (travail à la pièce, horaires coupés, semaine de travail non garantie, travail de nuit, temps supplémentaire non payé, congés légaux non payés, congédiement sans préavis, période d'essai non payée ou payée à moitié, absence de congés de maladie, etc.).

³⁶ Ibid., pp. 21-22 et p. 30.

³⁷ Ouellet et al., op. cit., p. 30.

³⁸ Selon Polèse *et al.*, entre 1968 et 1975, 1% des immigrants prévoient s'établir comme entrepreneurs. Ces entrepreneurs proviennent surtout de l'Allemagne, des États-Unis, de la Chine (y compris Hong-Kong et Taïwan), de l'Afrique, de l'Inde et, à un moindre degré, de la France et de l'Italie, et ils sont munis de fonds relativement importants (op. cit., p. 27).

³⁹ F.T.Q., *Un pays en commun. La solidarité*, Montréal, 1979, p. 25.

⁴⁰ N. Proulx, op. cit., p. 119.

Dans ces secteurs, les petites et moyennes entreprises dominent. Les grandes entreprises, comme les chaînes hôtelières des multinationales (Regence Hyatt, Reine-Élizabeth, Méridien, etc.), sont également employeurs. Les luttes y sont difficiles, soit qu'elles soient abandonnées à l'hégémonie des syndicats d'affaire (hôtellerie, vêtement, textile), soit que l'organisation syndicale pose problème (domesticité, restauration, petits ateliers de vêtements) à cause de la spécificité des conditions de travail ou des restrictions de la législation du travail. Six des neuf secteurs où se concentrent les non-syndiqués au Québec sont ceux où l'on trouve massivement les travailleurs immigrés ⁴¹.

L'exploitation et la discrimination au travail se fondent sur plusieurs mécanismes : l'ignorance de la langue (26,5% des travailleurs immigrants admis en 1977 sont allophones et 13% ont profité des droits COFI) ⁴² et des droits, qui favorise les ghettos d'emploi à l'intérieur des entreprises dont les patrons sont de la même origine ethnique que les travailleurs, ou dans les entreprises où l'on isole les travailleurs par groupes ethniques ; le statut de travailleur « immigrant sous condition », qui rive le travailleur à son emploi pendant six mois avant qu'il soit en mesure de négocier la modification de ces conditions avec les services d'immigration ; l'utilisation préférentielle et systématique des immigrantes dans le secteur manufacturier ; les réseaux clandestins d'immigration illégale et les intermédiaires dans le processus légal d'immigration ; la non-reconnaissance quasi généralisée de l'expérience et de la formation professionnelle acquises dans le pays d'origine ; l'ignorance des pratiques en ce qui concerne la sécurité au travail ou encore l'obligation de prendre des risques sous peine de représailles ⁴³ ; les agences privées de placement et l'existence d'un Centre de placement gouvernemental pour immigrants qui canalise a priori la clientèle immigrante dans des réseaux d'emplois subalternes ; la crainte pressentie ou la menace subie que soient utilisées les mesures répressives contenues dans la loi canadienne de l'immigration, ce qui a une incidence certaine sur l'exercice du droit d'association (ceci af-

⁴¹ F.T.Q., op. cit., p. 30.

⁴² « L'immigration au Québec », *Bulletin statistique annuel*, Québec, Ministère de l'Immigration, vol. 5, 1977, p. 24.

⁴³ F.T.Q., op. cit., p. 29.

fecte particulièrement les réfugiés, les illégaux, les temporaires) ou sur la capacité de réaction (l'immigrant n'osera pas, par exemple, porter plainte à la Commission du salaire minimum ou à la Commission des droits de la personne). Sur ce dernier point, il faut noter que les patrons ne jouent pas seulement sur les divisions linguistiques et ethniques, mais également sur les orientations politiques des travailleurs, orientations évaluées souvent d'après la seule connotation de leur origine nationale.

Enfin il faut mentionner le faible accès à la fonction publique, aux corps policiers, aux postes de permanents dans les centrales syndicales. Cet accès demeure une revendication largement partagée au sein des groupes ethniques du Québec.

Certaines catégories de travailleurs immigrés sont particulièrement discriminées : les domestiques (on en dénombrait 15 000 au Québec en 1980), les temporaires (environ 13 000 entrées au Québec par année), les clandestins (300 000 ou 400 000 au Canada en 1977). Ces gens sont exclus de l'assurance-chômage, de l'assurance contre les accidents du travail, des allocations familiales, de l'aide sociale, de l'assurance-retraite, de l'assurance-maladie (accès après six mois pour les domestiques), tout en payant les cotisations à la source ⁴⁴.

Par contre, si l'on se place du point de vue du capital et de l'État québécois, l'immigration est rentable. L'entretien et la formation des travailleurs immigrants jusqu'à leur arrivée n'a rien coûté au Québec. Comme la sélection est serrée, ceux qui arrivent sont particulièrement prêts à s'intégrer au marché du travail : on les choisit jeunes, en santé, instruits et formés de préférence ⁴⁵.

Au Québec comme dans d'autres pays d'immigration, les immigrants se caractérisent par une surproductivité absolue (taux d'activité plus grand, et nombre d'heures travaillées plus grand que les travailleurs québécois d'origine). En effet, le taux d'activité pour 1968-1975 (pour la population de 15 ans et plus) est de 68% pour les immigrants

⁴⁴ Labelle *et al.*, (1980), op. cit., p. 42.

⁴⁵ Polèse *et al.*, op. cit., p. 23.

et de 55% pour le reste de la population ⁴⁶. Le total d'heures travaillées est supérieur de 4% pour 1971 ⁴⁷. Plusieurs facteurs expliquent cette surproductivité : cumul d'emplois ou d'heures supplémentaires à un pôle, haut niveau de scolarité à l'autre, sélection à l'admission d'une population plus jeune (de 1968 à 1975, 69,1% des immigrants admis, comparativement à 45,5% des Québécois, avaient entre 15 et 44 ans), comptant plus de célibataires, d'hommes et de petites familles, que la population québécoise ⁴⁸.

Selon des études récentes, les immigrants entraînent moins de déboursés pour l'État dans les domaines de la santé, de la sécurité sociale, et de l'éducation ⁴⁹. Là ne s'arrête pas la contribution économique des travailleurs immigrés au Québec. Sans nous arrêter davantage, mentionnons que l'immigration crée des emplois, augmente la demande globale de biens et de services et a contribué, entre 1951 et 1974, à la croissance du revenu national québécois à long terme dans une proportion de 20%, de même qu'à la croissance du revenu réel par habitant dans une proportion de 10% ⁵⁰.

Nous trouvons donc réunies, dans notre contexte, les conditions nécessaires à l'accumulation capitaliste d'une part, et à la discrimination de certains secteurs de l'immigration, d'autre part : surexploitation liée à la vulnérabilité juridico-politique du travailleur immigré, surproductivité de ce dernier, épargne sur les coûts sociaux de formation et de reproduction de la force de travail, antagonismes idéologiques entre travailleurs immigrés et autochtones, ceci prenant une importance particulière dans le champ de la question nationale.

Micheline Labelle

⁴⁶ *Ibid.*, p. 20.

⁴⁷ M. Termote, G. Mathews, et H. Benyahia, *L'Impact de l'immigration internationale sur la croissance économique à long terme du Québec, 1951-1974*, Québec, Ministère de l'Immigration, 1978, p. 47.

⁴⁸ Le texte de cette note de bas de page n'était pas disponible dans l'édition papier. JMT.

⁴⁹ *Ibid.*, pp. 58-61.

⁵⁰ F. Khoury, *Étude sommaire de quelques effets de l'immigration sur le taux de chômage*, Montréal, H.E.C., ronéoté, 1977, p. 15 ; Termote et al., *op. cit.*, p. 59.

Département de sociologie
UQAM

Fin du texte